



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC

Secrétariat d'Etat à l'économie SECO

RAPPORT ANNUEL

COOPÉRATION
INTERNATIONALE
DE LA SUISSE

2008



Direction du développement et de la coopération (DDC)

La DDC est l'agence suisse en charge de la coopération internationale. Elle est rattachée au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Voici ses principaux domaines d'intervention:

- la coopération bilatérale et multilatérale au développement;
- l'aide humanitaire, avec notamment le Corps suisse d'aide humanitaire (CSA);
- la coopération avec l'Europe de l'Est et la CEI.

La DDC assure en outre la coordination générale de la coopération au développement et de l'aide humanitaire avec d'autres offices fédéraux compétents pour ces questions. Elle occupe environ 600 personnes à la Centrale et sur le terrain, ainsi que 1000 collaboratrices et collaborateurs locaux. En 2008, son budget s'est élevé à 1,4 milliard de francs. Depuis le 1^{er} mai 2008, le directeur de la DDC est l'ambassadeur Martin Dahinden.

Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO)

Le SECO fait partie du Département fédéral de l'économie (DFE). Le domaine Coopération et développement économiques du SECO met en œuvre les mesures de politique économique et commerciale en faveur des pays en développement et en transition. Le SECO poursuit deux objectifs majeurs: soutenir l'intégration des pays partenaires dans l'économie mondiale et favoriser leur croissance économique durable, afin de réduire la pauvreté. Il est responsable des relations de la Suisse avec le Groupe de la Banque mondiale et les banques régionales de développement. Le SECO est dirigé par le secrétaire d'Etat Jean-Daniel Gerber. Le domaine Coopération et développement économiques compte 70 postes et a consacré 215 millions de francs à ses activités en 2008. Il est dirigé par l'ambassadrice Beatrice Maser Mallor.

SOMMAIRE

3	ÉDITORIAL
4	LE CONTEXTE INTERNATIONAL
6	RÉSULTATS EN 2008
6	COOPÉRATION BILATÉRALE AU DÉVELOPPEMENT
8	COOPÉRATION ÉCONOMIQUE
9	COOPÉRATION MULTILATÉRALE
10	AIDE HUMANITAIRE
12	AIDE À LA TRANSITION
13	CONTRIBUTION SUISSE À L'ÉLARGISSEMENT PARTENARIATS
14	RÉORGANISATION DE LA DDC
15	RÉSULTATS SÉLECTIONNÉS

18 | IMPRESSUM

19 | ANNEXE STATISTIQUES



(dépliant à détacher)



Martin Dahinden



Jean-Daniel Gerber

L'année 2008 a été déterminante pour la politique de développement de la Confédération.

En décembre, le Parlement a approuvé le Message concernant la continuation de la coopération technique et de l'aide financière en faveur des pays en développement et le Message concernant le financement des mesures de politique économique et commerciale au titre de la coopération au développement. La Confédération dispose ainsi pour la première fois d'une stratégie de coopération au développement applicable à tous ses services.

Cette coopération poursuit trois grands objectifs: lutter contre la pauvreté, améliorer la sécurité humaine dans les régions en conflit et les zones de tension, et favoriser une forme de mondialisation propice au développement. La DDC concentrera d'ici 2012 ses activités sur 12 pays et le SECO sur 7 pays prioritaires, répartis entre l'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine. La concentration géographique et thématique des activités vise à assurer l'efficacité maximale des moyens mis en œuvre. En 2008, la Suisse a encore renforcé sa collaboration avec des organisations multilatérales, tandis que la DDC s'est complètement réorganisée, afin de relever au mieux les défis à venir.

Par le truchement de sa coopération au développement, de sa coopération avec l'Europe de l'Est et de son aide humanitaire, la Suisse a apporté en 2008 une contribution substantielle à la lutte contre la pauvreté et à la résolution de crises. Elle a consacré au total 2234 millions de francs à l'aide publique au développement (APD), soit 0,42 % de son revenu national brut (RNB), ce qui la place au 12^e rang parmi les 22 pays donateurs de l'OCDE. Le Parlement a malgré tout invité le Conseil fédéral à lui présenter, en 2009, un message en vue d'accroître la part de cette aide à 0,5% d'ici à 2015. Le Conseil fédéral soumettra tout d'abord un rapport au Parlement. Fondé sur des prévisions économiques actualisées, celui-ci présentera les conséquences financières et les effets, sur la politique de développement, d'une hausse de l'APD à 0,5% du RNB.

Vers fin 2008, les effets de la crise financière et économique se sont accentués dans les pays en développement. Ajoutés à la crise alimentaire, à celle des matières premières et à l'impact du bouleversement climatique, ils remettent en cause les progrès réalisés ces dernières années dans la lutte contre la pauvreté. L'engagement de la Suisse n'en devient que plus crucial.

Ce rapport annuel se présente sous une nouvelle forme: son texte détaille les principaux résultats obtenus en 2008, tandis que les informations sur l'utilisation des moyens financiers sont réunies dans un dépliant récapitulatif (en dernière page du rapport). Nous vous remercions de l'intérêt que vous portez à la coopération au développement de la Confédération et vous souhaitons bonne lecture.

Martin Dahinden

ambassadeur,
directeur de la DDC

Jean-Daniel Gerber

secrétaire d'Etat,
directeur du SECO

LE CONTEXTE INTERNATIONAL a été marqué en 2008 par plusieurs crises mondiales. La crise financière, la hausse des prix alimentaires et les effets du bouleversement climatique frappent surtout les pays du Sud et menacent leurs progrès de ces dernières années. Les interactions entre coopération au développement et autres domaines politiques gagnent en importance.



Le recul de la demande de biens d'exportation en provenance du Sud grève les finances publiques

La crise financière a éclaté dans les pays du Nord, mais frappe durement les pays de l'Est et du Sud, bien que ses conséquences ne soient pas les mêmes partout. La demande de biens d'exportation et de matières premières s'est effondrée, tarissant ainsi une importante source de revenus pour nombre de pays. Les investissements étrangers directs sont reportés, lorsqu'ils ne reculent pas. Enfin, les remises de fonds (sommes d'argent que les travailleurs migrants transfèrent à leur famille et qui jouent un rôle crucial dans l'économie publique) sont en baisse.

Contrairement aux économies du Nord, les pays en développement manquent de moyens pour prendre des mesures contre les causes et les effets de la crise. Un soutien international à court terme leur permet certes d'éviter l'insolvabilité et l'effondrement économique, mais un grave danger subsiste: celui de voir ces pays réduire les sommes investies dans

la santé, la formation, l'infrastructure, le développement rural, etc. Or une telle diminution serait des plus néfastes pour leur développement à long terme.

Sécurité alimentaire en péril

La crise financière et économique a révélé à quel point les chances de développement des pays pauvres dépendent aujourd'hui de processus d'envergure mondiale, que les Etats ne sont guère en mesure d'influencer à eux seuls. Il en va de même de la crise alimentaire, qui sévit toujours. En 2008, les prix des denrées alimentaires ont pris l'ascenseur partout dans le monde, allant jusqu'à provoquer des soulèvements sociaux. Avec les années, on avait certes négligé l'agriculture des pays en développement, mais les politiques agricoles du monde industrialisé sont coresponsables de cette crise.



L'augmentation du prix des denrées alimentaires compromet la sécurité alimentaire



Les pays dotés d'une agriculture diversifiée fondée sur la petite paysannerie sont mieux armés pour faire face à la crise

Les défis du climat

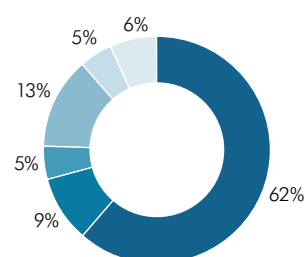
Quant au bouleversement climatique, ses effets touchent surtout et en premier lieu les pays en développement. Périodes de sécheresse, désertification, événements climatiques extrêmes et pénurie d'eau résultent du réchauffement planétaire. Là encore, l'impact varie d'un pays en développement à l'autre, tout comme la capacité de chacun d'entre eux de s'adapter aux changements climatiques.

Ces problèmes et d'autres défis mondiaux exigent de la part des Etats et des différents acteurs de renforcer leur coopération et de s'attacher plus fermement à rechercher ensemble des solutions aux problèmes. Les causes de la pauvreté ne sont pas exclusivement locales. Voilà pourquoi il faut intégrer davantage la lutte contre la pauvreté – préoccupation centrale de la coopération au développement – dans une politique du développement mondial

ayant pour but la durabilité. L'impact des crises mondiales sur les pays en développement se répercute jusque dans le Nord. A titre d'exemples, l'exportation de biens et de services perd des débouchés, la dégradation de la couverture sanitaire risque d'entraîner des épidémies mondiales, des Etats défaillants menacent la sécurité et entraînent des mouvements migratoires vers l'Europe et l'Amérique du Nord.

Graphique 1

Aide publique au développement (APD) de la Suisse 2008



- DDC
- SECO
- Remises de dette (SECO)
- Requirants d'asile (ODM)
- Paix et sécurité (DPIV/DDPS)
- Autres offices

LA COOPÉRATION BILATÉRALE au développement est déterminée de manière renforcée en fonction des objectifs de développement des pays bénéficiaires. La coordination entre les pays donateurs s'approfondit continuellement. Les programmes de la Confédération ont amélioré la sécurité alimentaire et ont contribué aux succès dans le domaine de la santé.



Les efforts en faveur de la décentralisation du système de santé ont été payants, comme en témoigne la baisse du taux de mortalité infantile

Les activités de la DDC en faveur du développement rural durable relèvent d'une longue tradition et la crise alimentaire a démontré toute leur nécessité. Dans ses pays prioritaires, la DDC œuvre en faveur d'une production agricole diversifiée, à même d'améliorer la sécurité alimentaire locale. Elle a aussi sensiblement contribué à la lutte contre la pauvreté par son travail dans les domaines de la santé, de la formation, de l'exploitation durable des ressources naturelles et de la création d'emplois et de revenus.

Progrès accomplis dans le secteur de la santé

Une part de 39% du total des ressources bilatérales est destinée à l'**Afrique**. La Suisse s'attache beaucoup à améliorer la santé dans les pays d'Afrique orientale et australe, où l'approche fondée sur la décentralisation des soins de santé a porté ses fruits: la mortalité infantile a sensiblement reculé. Dans la région des Grands Lacs africains, la Suisse appuie la formation du personnel soignant et l'ouverture de dispensaires. Les maladies infectieuses ont elles aussi nettement diminué.

Dans les pays partenaires d'**Asie**, l'engagement suisse en faveur d'une agriculture durable et adaptée aux besoins locaux a engrangé des résultats remarquables.¹ En 2008, la Mongolie est de nouveau parvenue à assurer son approvisionnement en pommes de terre. Au Laos, la collaboration avec le Ministère de l'agriculture et l'Institut international de recherche sur le riz (IRRI) a permis d'augmenter sensiblement les récoltes. Le niveau d'autarcie s'est ainsi accru, atténuant les effets néfastes de la crise alimentaire.

L'**Amérique latine** reçoit 19% des moyens financiers de la coopération bilatérale. Prenant la tête d'un groupe de donateurs qui encouragent la décentralisation, la Suisse a pu renforcer sa position de partenaire privilégiée en Bolivie. En Amérique centrale, elle est parvenue à intégrer des projets réussis (tels que la réglementation de l'alimentation en eau potable) dans la politique institutionnelle des pays partenaires. Au Pérou, le renforcement de la promotion étatique du commerce et la mise en place, grâce à l'appui de la DDC, d'un système professionnel de commercialisation ont accru de 10% les investissements privés destinés à une foule de produits bio qui recèlent un bon potentiel commercial.

Se conformant aux exigences du Parlement, la Confédération accentue encore la concentration géographique et thématique de sa coopération au développement: d'ici à 2012, le nombre de ses pays prioritaires passera de dix-sept à douze, tandis que le nombre de ses programmes spéciaux sera réduit de sept à six. Les programmes menés dans les anciens pays prioritaires (Inde, Bhoutan, Pakistan, Equateur et Pérou), de même que le programme spécial en Corée du Nord, seront achevés.

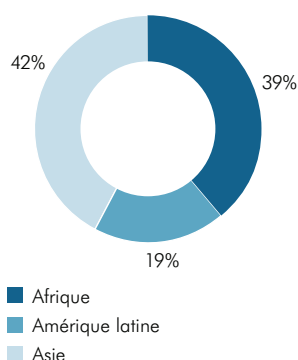
L'EFFICACITÉ EN POINT DE MIRE

Comment rendre la coopération au développement plus efficace? Selon les pays bénéficiaires et les pays donateurs (dont la Suisse) signataires de la Déclaration de Paris, réunis en septembre 2008 à Accra, au Ghana, la réalisation de cet objectif exige que:

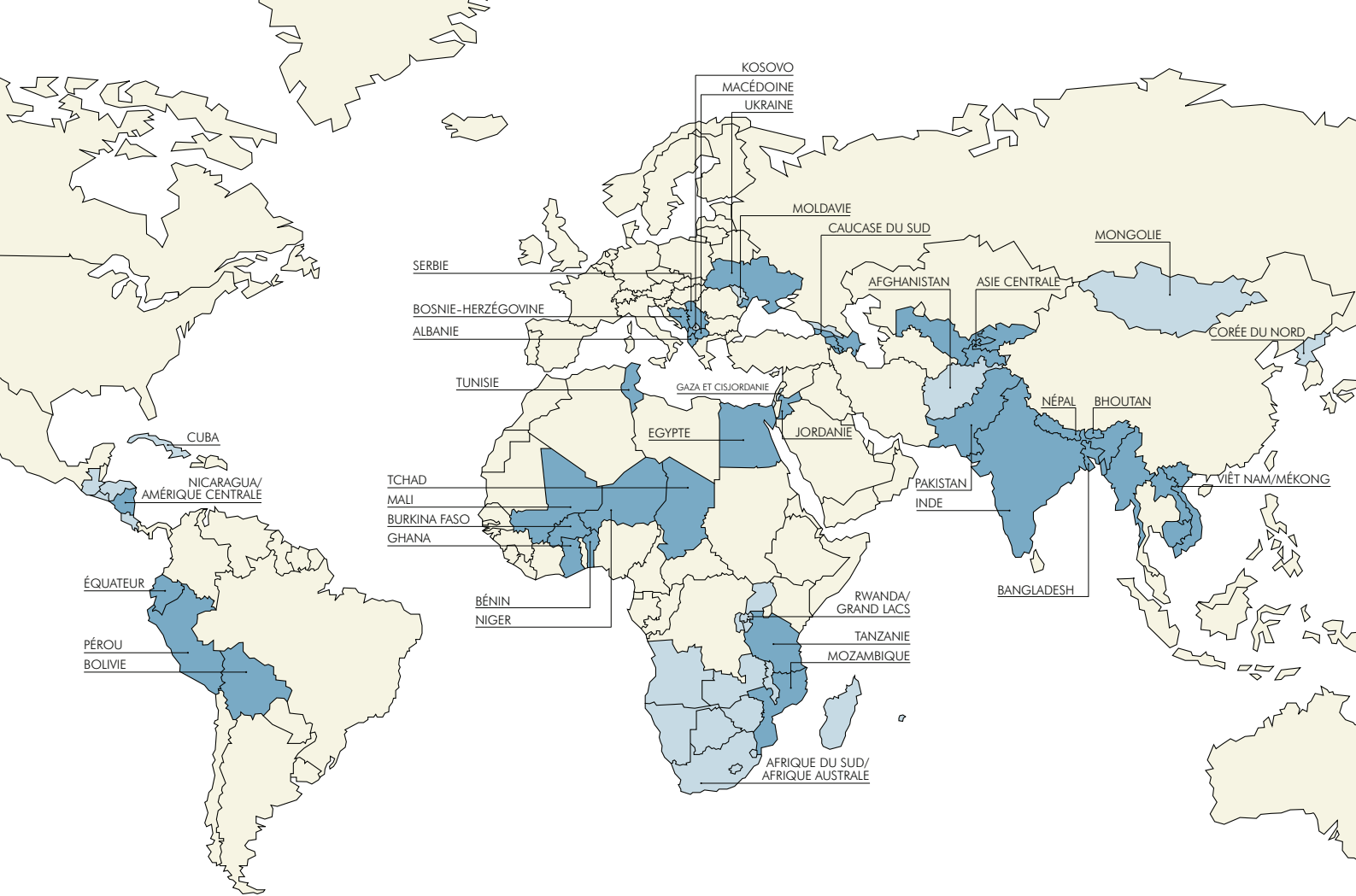
- les pays en développement renforcent leurs institutions et luttent contre la corruption;
- les pays donateurs axent leur aide sur les objectifs de développement des pays partenaires et utilisent les systèmes locaux (alignement);
- les pays donateurs coordonnent leurs programmes et simplifient les procédures (harmonisation);
- les pays donateurs et les pays bénéficiaires soient responsables ensemble des résultats obtenus en matière de développement et qu'ils axent leurs efforts sur des résultats mesurables (gestion axée sur les résultats).

Graphique 2

Coopération au développement ciblée par pays DDC 2008



¹ De plus amples informations figurent dans les bulletins Asia Briefs, publiés périodiquement sur le site www.ddc.admin.ch.



Carte

Pays et régions prioritaires de la DDC et du SECO 2008 (mio fr.)

DDC: pays et régions prioritaires Sud 2008

Afrique	Tanzanie	20.0
	Mozambique	15.9
	Niger	10.6
	Burkina Faso	10.1
	Mali	9.5
	Bénin	9.3
	Tchad	8.5
Amérique latine	Nicaragua / Amérique centrale	20.9
	Bolivia	12.1
	Pérou	10.1
	Equateur	8.6
Asie	Viêt Nam / Mékong	27.5
	Népal	20.9
	Bangladesh	17.9
	Inde	14.4
	Pakistan	13.5
	Bhoutan	3.4

DDC: programmes spéciaux Sud 2008

Afrique	Rwanda / Grands Lacs	12.7
	Afrique du Sud / Afrique australe	10.0
Amérique latine	Cuba	4.6
Asie	Afghanistan	12.6
	Gaza et Cisjordanie	11.2
	Mongolie	8.6
	Corée du Nord	3.6

SECO: pays et programmes prioritaires Sud 2008

Afrique	Burkina Faso	10.2
	Mozambique	9.1
	Tanzanie	8.7
	Ghana	8.6
	Afrique du Sud	7.6
	Tunisie	1.9
	Égypte	1.4
Amérique latine	Nicaragua	7.5
	Pérou	5.6
Asie	Viêt Nam	16.1
	Jordanie	3.4

DDC: pays et régions prioritaires Est 2008

Asie centrale	21.3
Bosnie-Herzégovine	9.8
Albanie	7.7
Caucase du Sud	7.6
Serbie	7.2
Macédoine	6.6
Ukraine	5.5

DDC: programmes spéciaux Est 2008

Kosovo	7.4
Moldavie	6.8
Russie (Caucase du Nord)	1.2

SECO: pays et programmes prioritaires Est 2008

Asie centrale	12.7
Azerbaïdjan	8.9
Kosovo	8.1
Albanie	8.1
Macédoine	2.7
Ukraine	1.3
Bosnie-Herzégovine	1.0
Serbie	1.0



Les PME constituent l'épine dorsale du développement économique dans les pays partenaires



Toute croissance durable passe par une amélioration de l'approvisionnement énergétique

LA COOPÉRATION ÉCONOMIQUE est particulièrement nécessaire en période de crise. Outre l'amélioration du contexte économique, le SECO s'est attaché à renforcer les secteurs financiers et à faciliter l'accès des entreprises aux sources de financement.

Pour soutenir les réformes économiques, le SECO a maintenu ses aides budgétaires aux pays suivants: Bénin, Burkina Faso, Ghana, Mozambique et Tanzanie. Ce faisant, il a aussi contribué à atténuer les effets de la crise. Le SECO a en outre pris part à des programmes multilatéraux de régularisation et de stabilisation des marchés financiers dans les pays en développement. Il a aussi participé à des fonds de capital-risque en Afrique occidentale, en Afrique du Sud et au Viêt Nam, afin de faciliter l'accès de petites et moyennes entreprises à des sources de financement.

partenariat pour la réduction des émissions de carbone forestier. Celui-ci aide les pays en développement à se doter d'institutions pour stimuler le commerce de certificats, destiné à protéger la forêt tropicale. Le SECO s'est également associé à un fonds qui finance des projets dans le domaine des énergies renouvelables en Afrique du Sud.

Dans le cadre du programme d'infrastructures, un nouveau projet au Ghana apporte un appui à l'autorité nationale de réglementation du secteur de l'eau et de l'électricité. Le SECO a également pris part à deux initiatives multilatérales pour la promotion de partenariats public-privé (PPP) et le développement de projets d'infrastructure. A l'avenir, il entend axer davantage encore ses activités sur ses deux grands objectifs: favoriser la croissance économique durable et soutenir l'intégration des pays partenaires dans l'économie mondiale. Il compte aussi faire passer le nombre de ses pays prioritaires de 12 à 7 pays avancés,² et mettre fin d'ici à 2012 à sa coopération économique avec le Burkina Faso, le Mozambique, la Tanzanie, la Jordanie et la Tunisie. Dans les pays en développement les plus pauvres, le SECO complète les programmes de la DDC. Il participe en outre à des initiatives mondiales qui bénéficient à tous les pays en développement.

Introduction de standards en matière de durabilité

L'aggravation de la crise alimentaire a attiré l'attention sur le secteur agricole. Le SECO a encouragé les producteurs de café, de soja et de coton à adopter des normes volontaires de durabilité, en vue d'améliorer leur compétitivité. Il a également appuyé des programmes multilatéraux, afin d'accroître les capacités commerciales des pays les plus pauvres.

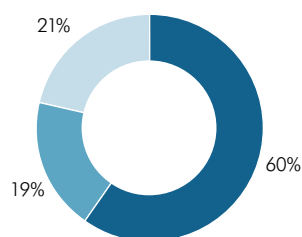
Importance accrue de la protection climatique

Le programme de protection du climat a été élargi et le SECO contribue désormais au nouvel instrument de la Banque mondiale qu'est le Fonds de

² Pays prioritaires du SECO: Afrique du Sud, Egypte, Colombie, Ghana, Indonésie, Pérou et Viêt Nam.

Graphique 3

Coopération économique ciblée par pays SECO 2008



■ Afrique
■ Amérique latine
■ Asie



La Suisse soutient les réformes entreprises par l'ONU en vue de renforcer la transparence et de conférer une meilleure assise à la reddition des comptes



Conférence à Doha: il importe d'éviter que la crise financière entraîne une réduction de l'aide publique au développement

LA COOPÉRATION MULTILATÉRALE de la Suisse contribue activement et de manière ciblée à la définition d'un système de gouvernance équitable à l'échelle mondiale. La Suisse s'engage dans les Conseils d'administration de la Banque mondiale, des banques régionales de développement et dans les principaux organes et institutions des Nations unies.

L'engagement coordonné de l'ensemble des acteurs sur la scène internationale ainsi qu'un consensus solide sur les grands principes légaux, éthiques et politiques sont nécessaires pour résoudre les problèmes mondiaux et nationaux. Seules les grandes agences multilatérales ont cette double capacité de coordination et de fixation des standards. De plus, ce sont elles qui ont les moyens financiers nécessaires pour mener des interventions à grande échelle.

L'influence de la Suisse se traduit dans des résultats concrets

La Suisse s'est fortement engagée dans la conceptualisation du nouveau Forum multilatéral pour la coopération en matière de développement (FCD) du Conseil économique et social des Nations unies (ECOSOC). Assurant la vice-présidence du Conseil d'administration du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et du Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP), la Suisse a pu jouer un rôle de facilitateur dans de nombreux dossiers. Elle s'est ainsi engagée pour renforcer de manière coordonnée et systématique la culture de l'évaluation parmi les institutions internationales.

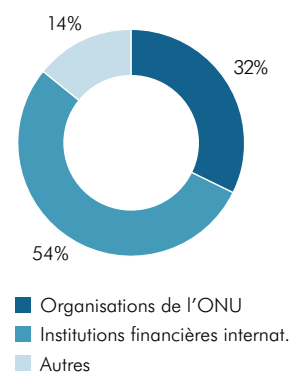
De plus, elle a obtenu l'harmonisation de la planification stratégique des fonds et programmes des Nations unies, simplifiant ainsi considérablement les processus de gouvernance. La Suisse a également joué un rôle central dans l'adoption de politiques harmonisées en matière d'accès du public aux documents officiels des agences onusiennes

pour en améliorer la transparence et la redevabilité. Sur un autre front, la Suisse s'est engagée dans la réforme visant à améliorer la représentativité des pays en développement à la Banque mondiale. A ce stade, un siège supplémentaire a été octroyé aux pays africains au Conseil d'administration de la Banque. De plus, les pays en développement et les pays en transition ont vu leur pouvoir de vote augmenter légèrement. L'importance des institutions financières multilatérales s'est particulièrement fait sentir pendant la hausse temporaire des prix alimentaires, puis surtout dans le cadre de la crise financière. Tant au sein des organes dirigeants du Groupe de la Banque mondiale qu'auprès des banques régionales de développement, la Suisse a plaidé pour que ces institutions assument leur rôle anticyclique et atténuent les répercussions néfastes de la crise sur les populations pauvres.

La Suisse doit s'employer à garantir le financement du développement

La Suisse a participé activement à la Conférence internationale sur le financement du développement à Doha. La DDC était chargée de coordonner les différents offices fédéraux intéressés. A Doha, les pays donateurs se sont engagés à maintenir ou à augmenter leur APD, malgré la crise financière. Si ces engagements se réalisent, la Suisse court le risque de perdre encore en importance dans la communauté des donateurs: elle est par exemple déjà passée du 9^e au 14^e rang parmi les contributeurs au Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef).

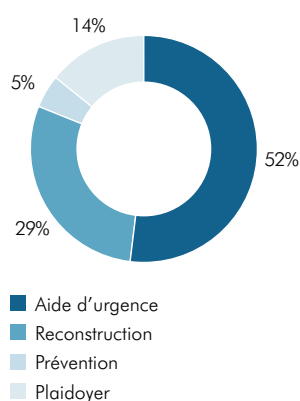
Graphique 4
Coopération multilatérale 2008



L'AIDE HUMANITAIRE de la Confédération a fourni en 2008 une aide rapide et solidaire dans les situations de conflit et de catastrophe au Proche-Orient, en Asie et en Afrique. Parallèlement à l'aide d'urgence, elle a lancé des projets de reconstruction, de prévention des catastrophes naturelles et de protection de la population civile dans plus de 30 pays à travers le monde.

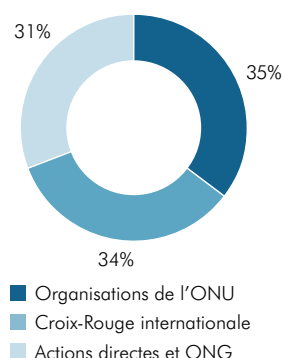
Graphique 5

Domaines d'engagement de l'aide humanitaire 2008



Graphique 6

Partenaires de l'aide humanitaire 2008



L'aide d'urgence a absorbé 155 millions de francs, soit un peu plus de la moitié du budget humanitaire total de 303 millions de francs. Ci-dessous les principales actions humanitaires menées en 2008.

Le conflit pour la province séparatiste d'Ossétie du Sud, en Géorgie, a mis quelque 127 000 personnes en fuite. L'Aide humanitaire de la Confédération a aussitôt lancé en prévision de l'hiver un projet cash, qui a bénéficié à environ 1600 ménages, soit à 5700 personnes, dans l'ouest de la Géorgie. Elle a également aidé le HCR et les autorités géorgiennes à équiper le camp improvisé de Gori, en achetant sur place des matelas, des coussins et du linge de lit pour 3000 personnes.

Meilleur approvisionnement en eau potable

Après le passage dévastateur du cyclone Nargis au Myanmar, la Suisse a acheminé vers la région sinistrée plus de 40 tonnes de produits qui ont été distribués à 2000 familles avec l'aide de partenaires locaux. Des personnes formées sur place ont assaini plus de 1000 sources avec du matériel provenant de Suisse. L'opération a nettement amélioré l'approvisionnement en eau potable dans la région et réduit les risques sanitaires.

A la demande de la République populaire de Chine, l'Aide humanitaire a livré 16 tentes polyvalentes et 1030 tentes familiales, ainsi que des couvertures, des panneaux et des conteneurs à eau, pour venir en aide aux plus de 6000 personnes touchées par le séisme de Chengdu. Cette action a été menée en collaboration avec la Croix-Rouge suisse. Les conflits locaux qui agitent la Corne de l'Afrique

menacent la sécurité alimentaire de grands groupes de population. Et aucune solution ne semble en vue pour résoudre la crise humanitaire qui sévit depuis longtemps dans les Etats fragiles. En Somalie, la Suisse est venue en aide à 3,2 millions de personnes en versant des contributions à des organisations internationales. En Ethiopie, elle a participé à des projets qui ont permis de fournir de la nourriture à 6,4 millions de personnes au total.

Aide d'urgence dans les crises de longue durée

Dans la région des Grands Lacs africains, des affrontements ont à nouveau enflammé la province d'Ituri (République démocratique du Congo). L'Aide humanitaire a mis 1,7 million de francs à disposition des organisations partenaires de l'ONU et du CICR, afin d'aider 160 000 personnes fuyant les combats.

Les membres du Corps suisse d'aide humanitaire (CSA) sont par ailleurs intervenus à 300 reprises dans plusieurs zones en crise. Après que l'aide d'urgence a obtenu sa certification ISO en 2007, ce fut au tour de la Chaîne suisse de sauvetage de se soumettre en 2008 aux normes internationales de qualité. Elle a passé ce test avec succès,³ se distinguant plus particulièrement dans les interventions après un séisme.

³ La certification a été menée par l'INSARAG (International Search and Rescue Advisory Group).



Aide en faveur de 3 millions de personnes en Somalie: la Suisse s'engage dans la Corne de l'Afrique



L'aide alimentaire parvient aux victimes du cyclone Nargis au Myanmar



Distribution de pain dans un camp de Gori, Géorgie



Amélioration de la santé mère-enfant: la coopération avec l'Europe de l'Est contribue à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement de l'ONU



Gestion durable des ressources d'eau en Asie centrale: dans la zone du projet, il a été possible de réduire de près de 30% la quantité d'eau requise à des fins agricoles

L'AIDE À LA TRANSITION soutient les réformes démocratiques et le développement économique en Europe de l'Est. Malgré les progrès des réformes, la transition est loin d'être achevée dans les Balkans occidentaux et dans les pays de la CEI. La Suisse a fourni des contributions compensatoires au cours d'une année marquée par un conflit et de fortes tensions politiques.

Dans les Balkans occidentaux, l'événement politique qui a dominé l'actualité a été la déclaration d'indépendance du Kosovo, en février 2008. Le nouvel Etat a ensuite notamment été reconnu par la Suisse. La Coopération avec l'Europe de l'Est a soutenu la mise sur pied d'institutions étatiques et le développement économique au Kosovo, tout en continuant à coopérer avec la Serbie. Ce maintien de l'engagement suisse a contribué à détendre la situation dans un contexte difficile.

Protection de l'environnement

Voici quelques résultats obtenus: au Kosovo, l'aide suisse a amélioré l'accès à l'eau potable dans 7 des 33 communes. En Serbie, elle a favorisé la scolarisation d'enfants roms dans pratiquement une commune sur deux. En Albanie, elle a facilité l'accès des PME aux crédits. En Macédoine, la Suisse a contribué à protéger l'environnement en faisant construire une station d'épuration des eaux usées sur le fleuve Vardar. En Bosnie-Herzégovine, l'extension des soins de santé a bénéficié à quelque 750 000 personnes.

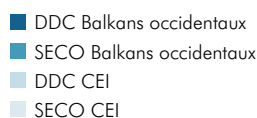
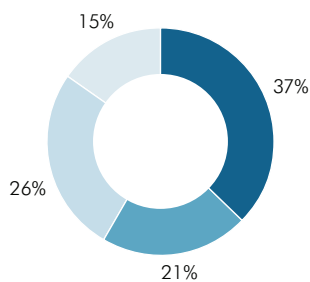
Programmes exemplaires dans les secteurs de l'eau et de la santé

Au sein de la CEI, c'est le conflit armé entre la Russie et la Géorgie qui a provoqué de grosses vagues, et ses répercussions géopolitiques se font sentir bien au-delà de la Transcaucasie. Malgré les difficultés politiques et économiques, la coopération avec les pays de la CEI s'est poursuivie, et le programme mené en Fédération de Russie s'est achevé comme prévu. En Asie centrale, l'hiver 2007/2008, particulièrement rude, a aggravé la pénurie d'eau et d'énergie, augmentant d'autant l'adéquation des projets suisses en faveur de la gestion durable des eaux. Sur un territoire équivalent à la superficie du canton de Berne, des progrès institutionnels et techniques ont permis de réduire de plus de 30% le besoin d'eau dans l'agriculture. En collaboration avec la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement, ce modèle probant sera étendu à d'autres régions.

En République de Moldavie, le soutien suisse a permis de garantir des soins de base en obstétrique dans tout le pays.

Graphique 7

Coopération avec l'Europe de l'Est et la CEI – DDC/SECO 2008



LA CONTRIBUTION SUISSE À L'ÉLARGISSEMENT a pris un départ prometteur. En 2008, la DDC et le SECO ont en effet déjà approuvé plusieurs demandes de financement portant sur un total de 135,5 millions de francs. Les projets sont destinés aux 10 pays qui ont adhéré à l'UE le 1^{er} mai 2004.

La contribution suisse à l'élargissement finance des projets visant à atténuer les disparités économiques et sociales dans l'Union européenne (UE) élargie. Après la signature des accords cadres bilatéraux l'année précédente, les institutions requises ont été mises en place en 2008. Les ambassades de Budapest, de Prague, de Varsovie et de Riga ont été dotées d'un

bureau chargé de suivre les activités sur place, et des demandes de financement d'un montant global de 135,5 millions de francs ont été approuvées. Les projets proposés s'inscrivent principalement dans les domaines suivants: infrastructures et environnement, sécurité, développement régional, promotion du commerce et du secteur privé, santé et recherche.



La contribution à l'élargissement permet de financer des bourses en faveur de jeunes chercheurs dans les nouveaux Etats membres de l'UE



La Suisse contribue à assurer un développement respectueux de l'environnement en Europe centrale et dans les pays baltes

LA PROMOTION DE PARTENARIATS avec la société civile et le secteur privé compte toujours parmi les activités majeures de la DDC. En 2008, on a négocié les contributions aux programmes pour 2009 à 2012. Les partenaires ont bien accueilli le renforcement des exigences en matière de qualité.

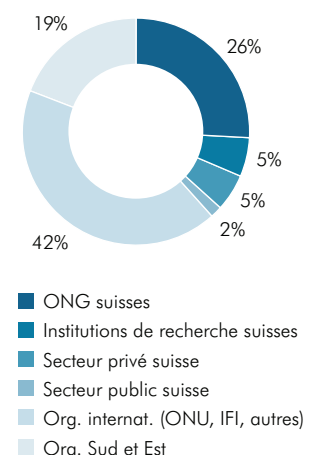
Les organismes de la société civile et l'économie privée possèdent un savoir-faire spécifique dans bien des domaines du développement. Ils appuient et complètent l'aide publique au développement, dont ils constituent ainsi des partenaires de premier plan. Diverses formes de collaboration permettent d'exploiter les synergies entre aide publique et privée et de renforcer l'image de la coopération suisse au développement à l'étranger.

Tous les partenariats et l'octroi de contributions étant désormais regroupés au sein d'une seule division, les bases requises pour harmoniser les

partenariats et approfondir l'approche multipartite sont désormais disponibles.

En 2008, la Confédération a négocié les contributions aux programmes des œuvres suisses d'entraide pour la période de 2009 à 2012. L'occasion a aussi été donnée de débattre des fonctions des ONG et d'évoquer les mesures destinées à accroître l'efficacité de l'aide. A l'avenir, on mettra davantage l'accent sur la gestion de la qualité et des risques. Dans l'ensemble, les ONG partenaires ont bien accueilli le renforcement des exigences.

Graphique 8
Partenaires de la DDC pour des activités bilatérales 2008



LA RÉORGANISATION DE LA DDC entreprise en 2008 a pour but de consolider les activités de développement de la Suisse dans les pays partenaires. Elle fait partie d'une vaste réforme du Département fédéral des affaires étrangères.

Le DFAE se trouve aujourd'hui dans une phase de réformes institutionnelles, dans lesquelles s'insère la réorganisation de la DDC et de la Direction des ressources et du réseau extérieur (DRE). La DRE est en passe de se transformer en centre de service pour l'ensemble du Département. C'est ainsi que les services de l'Inspectorat, de la Traduction et bientôt du Personnel seront centralisés et ne dépendront plus de chaque Direction. Le Secrétariat général regroupera lui-même certaines compétences, comme la communication ou la promotion de l'égalité des chances entre hommes et femmes et la promotion du plurilinguisme.

Nouvelle stratégie unique de développement

La réorganisation de la DDC a été mise en marche pour mettre en œuvre la nouvelle stratégie unique de développement de manière efficace et pour faire face aux nouveaux défis de la coopération au développement. Les objectifs ont été définis de manière claire: il s'agit principalement d'améliorer l'efficacité de l'action de la DDC, d'intensifier la collaboration avec d'autres organes de l'Administration fédérale

et au sein du DFAE et de renforcer la présence suisse sur le terrain.

La première phase de la réorganisation a eu lieu en 2008 et s'est concentrée sur le siège à Berne. Elle a permis de s'approcher du but de la réorganisation en améliorant les systèmes de coordination internes et en créant davantage de liens entre le travail opérationnel bilatéral, les contributions aux institutions multilatérales et les appuis thématiques.

La mise en place du nouvel organigramme a impliqué le transfert de 700 projets de développement dans d'autres unités organisationnelles de la DDC ainsi qu'un changement de poste et de tâches pour une grande part du personnel. Tout ceci dans un délai très court, de moins de 4 mois.

Actuellement, la DDC prépare la mise en œuvre de la deuxième phase de sa réorganisation. Cette étape sera menée au cours de 2009 et répondra aux objectifs de renforcer la présence suisse sur le terrain et de confier aux Bureaux de coopération les compétences qui correspondent à leurs responsabilités. Ce travail devrait être achevé d'ici à fin 2010.



Efficacité accrue dans les pays partenaires: le but de la réorganisation de la DDC



APERÇU DE QUELQUES RÉSULTATS DE LA COOPÉRATION SUISSE AU DÉVELOPPEMENT

Depuis quelques années, on attend en effet que les agences de développement fournissent des résultats palpables. Pour améliorer l'efficacité de l'aide, la communauté internationale des donateurs a défini des principes contraignants et des objectifs mesurables. Ils se fondent sur des efforts accrus de la part des pays bénéficiaires et sur une meilleure coordination des donateurs.

La DDC procède de plus en plus systématiquement à l'examen minutieux de la chaîne des résultats induits par ses activités. Cet examen est devenu une priorité opérationnelle⁴ avec un double objectif: optimiser l'impact positif sur le développement des pays concernés et de leurs groupes de population, et rendre compte des résultats obtenus au Parlement et à la population. Aujourd'hui, à la lumière des exemples détaillés ci-dessous, on peut affirmer que les activités de la coopération suisse au développement atteignent généralement les résultats planifiés dans les objectifs initiaux en termes de pertinence et d'impact.

Loin de viser à l'exhaustivité des domaines d'activités prioritaires de la coopération suisse au développement, les exemples qui suivent illustrent une variété de résultats positifs dans des domaines aussi divers que le commerce équitable, l'amélioration de la productivité agricole, le soutien aux PME, l'accès aux soins de santé ou encore l'assistance aux populations déplacées. Ils révèlent aussi les limites de la quête d'évaluations d'impact quantifiables et chiffrées.

DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVÉ

La coopération suisse au développement encourage également le développement du secteur privé dans de nombreux pays où elle est active. A titre d'exemple, elle soutient le Fonds d'assistance pour les petites entreprises (SEAF), une société financière qui met du capital-risque à disposition des PME. En 2007, le SEAF a entrepris une étude d'impact sur le développement des investissements réalisés dans 50 entreprises en Europe de l'Est, en Asie centrale et en Amérique latine. L'étude conclut à des résultats intéressants, notamment en termes d'impact des investissements, qui vont bien au-delà des compagnies dans lesquelles la Suisse investit. Ainsi, chaque dollar investi dans les PME génère en moyenne 12 dollars additionnels dans l'économie locale. Le taux annuel de création de nouveaux emplois suivant la période d'investissement atteint 25% dans les PME, et 72% de ces nouveaux postes sont accessibles à une main-d'œuvre peu qualifiée. Enfin durant la période d'investissement, les salaires annuels réels ont augmenté de 26%.⁶

COMMERCE ÉQUITABLE POUR LES PRODUCTEURS DE CAFÉ EN BOLIVIE

Depuis plusieurs années, l'aide suisse au développement soutient le développement du commerce équitable. Une étude réalisée en Bolivie, dans le secteur du café, a analysé son impact sur la réduction de la pauvreté. Les résultats indiquent que les producteurs appliquant les standards du commerce équitable ont une meilleure connaissance du secteur et des mécanismes de production. Grâce au renforcement des capacités et à l'acquisition de savoir-faire, ils sont notamment en mesure de mieux négocier avec les autres acteurs. Au final, ils parviennent à générer des revenus plus importants et ainsi à améliorer leurs conditions de vie. Par ailleurs, l'étude montre que le commerce équitable stimule la concurrence entre acheteurs locaux et permet aux producteurs conventionnels de bénéficier eux aussi de prix supérieurs sur le marché local. L'étude conclut que le commerce équitable améliore les conditions de vie des producteurs, contribue à réduire les inégalités et pose les jalons de la réduction durable de la pauvreté.⁵





GAIN DE PRODUCTIVITÉ: LA CULTURE DU CHOU EN CORÉE DU NORD

En Corée du Nord, la culture du chou joue un rôle très important dans le régime alimentaire traditionnel et l'économie locale. Chaque citoyen en consomme 120 à 150 kg par année, soit presque un demi-kilo par personne et par jour. Depuis 2002, la Suisse soutient la mise en œuvre de la lutte intégrée contre les insectes ravageurs au travers du Plant Protection Institute (PPI) de l'Académie des sciences agricoles. La lutte intégrée associe des mesures biologiques, culturales et chimiques dans le but d'atteindre une production durable en mettant l'accent sur des mécanismes de lutte écologiques plutôt que sur des pesticides chimiques. L'introduction de la lutte intégrée a permis d'augmenter le rendement annuel de la production de ce légume de près de 40%, ce qui correspond à la consommation de 1,7 million de personnes, contribuant à la sécurité alimentaire en Corée du Nord. Il s'agit là d'une contribution majeure au premier Objectif du millénaire pour le développement (ODM) visant à diminuer la famine de moitié d'ici à 2015.⁷

PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT: FABRICATION DE BRIQUES AU VIÊT NAM

En s'engageant dans un programme de fabrication de briques en terre cuite en étroite coopération avec les autorités de la province de Nam Dinh, au sud d'Hanoi, la coopération suisse au développement a poursuivi deux objectifs: d'une part, atteindre des objectifs de performance en termes de qualité, de coûts ou de quantité des briques usinées; d'autre part, exercer des effets positifs au plan environnemental. Des fours équipés de cheminées verticales ont ainsi été construits pour remplacer les fours traditionnels, utilisés à large échelle dans le pays et dont les rejets de fumées mettent en péril la santé des travailleurs et polluent la production agricole. Aujourd'hui, les quelque 300 fours érigés ont permis de réduire de 150 000 tonnes les rejets de CO₂ annuel, soit l'équivalent de 75 000 vols long-courriers entre l'Europe et Hanoi.⁸



AMÉLIORATION DE LA SANTÉ: RECU DE LA MORTALITÉ DES MÈRES ET DES NOUVEAU-NÉS AU RWANDA

Grâce aux programmes de santé appuyés par la coopération suisse dans la zone des Grands Lacs africains, la qualité des soins s'est nettement améliorée. Des indicateurs clés ont mis ces progrès en lumière, notamment au Rwanda, où le taux de mortalité maternelle, bien qu'encore élevé en comparaison internationale, s'est inscrit à la baisse ces 8 dernières années: de 1071 décès pour 100 000 naissances vivantes en 2000 à 750 pour 100 000 en 2008. Le taux de mortalité infantile a lui aussi baissé de 30% en 2 ans. Quant au taux d'accouchements assistés, il a passé de 16% en 2005 à 48% l'an dernier. Autre impact positif des programmes de santé: une adhésion de plus de 80% de la population aux mutuelles de santé.⁹



EFFICACITÉ RENFORCÉE GRÂCE À L'AMÉLIORATION DU MONITORING ET DE L'ÉVALUATION

2007, la Banque mondiale analysait dans son Examen annuel de l'efficacité du développement les résultats de son activité et concluait, selon le Groupe indépendant d'évaluation, que 80% des projets avaient réussi de manière «au moins modérément satisfaisante à atteindre leurs objectifs de développement». La Banque mondiale estimait que les résultats de ses projets depuis 2003 s'étaient «améliorés dans la plupart des secteurs», à l'exception «de ceux entrepris en matière de santé et de gestion du secteur public», qui ont enregistré une baisse de leurs résultats de développement sur la période de l'exercice 2003 à 2007 en comparaison de ceux des années 1998 à 2002. La banque concluait ainsi sur la nécessité de «rehausser la qualité des systèmes de suivi et d'évaluation» et de «s'employer à mettre en place de bonnes informations de référence et à définir clairement le lien entre les résultats des projets et les réalisations visées».¹⁰



SÉCURITÉ ACCRUE POUR LES PERSONNES DÉPLACÉES ET LES RÉFUGIÉS EN GÉORGIE

Une part importante des activités de la coopération suisse en Géorgie s'est concentrée ces dernières années sur le soutien aux quelque 200 000 PDI et réfugiés du conflit avec l'Abkhazie en 1993. L'impact de l'action suisse, en étroite collaboration avec le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR) ainsi qu'avec le Gouvernement géorgien, a été jugée positive par une étude indépendante menée fin 2007. L'étude conclut que ces efforts conjoints, notamment en matière de dialogue politique, ont influencé le gouvernement géorgien, encourageant ce dernier à adopter une stratégie nationale spécifique en faveur des déplacés. Les autorités disposent désormais des outils nécessaires à l'amélioration concrète de leur situation. L'étude encourage par ailleurs la Suisse à revoir son mécanisme de financement annuel aux programmes du HCR dans le pays, l'invitant à l'étendre sur la durée pour améliorer la planification des projets d'aide.¹¹



SOMMAIRE: UNE RESPONSABILITÉ MUTUELLE POUR UN AVENIR MEILLEUR

Comme le reflètent les exemples ci-dessus, tirés de ses propres programmes ou de sa participation à des projets d'agences partenaires, nationales ou internationales, la coopération suisse atteint des résultats de développement globalement positifs en termes de pertinence et d'impact. Mais face aux enjeux planétaires des OMD, la question de l'efficacité de l'aide au développement demeure une gageure. L'objectif central est en effet de réduire la pauvreté au sens large du terme. La Suisse entend poursuivre son engagement de concert avec les autres acteurs, à tous les niveaux, afin d'améliorer encore les méthodologies d'évaluation et de suivi des résultats de développement. Pour ce faire, elle a également intégré dans les évaluations de ses interventions l'analyse de la chaîne des résultats, s'efforçant d'observer leur efficacité, leur pertinence et leur impact sur les groupes bénéficiaires.

⁴ En mai 2008, la DDC et le SECO publiaient ainsi le premier rapport sur l'efficacité de leurs interventions dans le secteur de l'eau:

«Rapport sur l'efficacité de la coopération suisse au développement dans le secteur de l'eau», DDC et SECO, 2008.

⁵ Source: «Assessing the Potential of Fair Trade for Poverty Reduction and Conflict Prevention. A Case Study of Bolivian Coffee Producers», Sandra Imhof, Andrew Lee, juin 2007 (version abrégée).

⁶ «From Poverty to Prosperity: Understanding the Impact of Investing in Small and Medium Enterprises. Data Survey and Case Study Analysis of SEAF investments», SEAF, octobre 2007.

⁷ Source: «Asia Brief. Du chou pour tous en RPD Corée – résultats du partenariat».

⁸ Source: «Asia Brief – Partnership Results, Making the Vietnamese Brick Sector Sustainable».

⁹ Source: «Programme annuel 2009 Grands Lacs».

¹⁰ Source: «Examen annuel de l'efficacité du développement. Faire face aux enjeux de portée universelle», 2008, Banque mondiale, Groupe indépendant d'évaluation (IEG).

¹¹ Source: DDC/HCR (2008): «External Evaluation on the SDC Multilateral Contributions to UNHCR in Georgia 2004–2007».

Impressum

ÉDITEURS
Direction du développement et de la coopération (DDC)
Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
3003 Berne
Téléphone +41 31 324 44 12
www.ddc.admin.ch
info@deza.admin.ch

Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO)
Département fédéral de l'économie (DFE)
3003 Berne
Téléphone +41 31 324 09 10
www.seco-cooperation.admin.ch
info@seco-cooperation.ch

RÉDACTION/COORDINATION
Etat-major de direction DDC

STATISTIQUES
Service spécialisé Statistiques

GRAPHISME
Caderas Werbung, Zurich
www.caderas.ch

Le rapport annuel est disponible en français,
allemand et anglais.
D'autres exemplaires peuvent être commandés à
info@deza.admin.ch, ou
téléphone +41 31 322 44 12